



ARRETE N° **065** /MEPS /CAB DU **24 NOV 2021** PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU COMITE DE SUIVI ET DE COORDINATION DES INITIATIVES D'EMPLOIS DENOMME « COMITE EMPLOI »

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi n°2015-902 du 30 décembre 2015 portant Plan National de Développement (PND) pour la période 2016-2020 ;
- Vu** le décret n°2016-506 du 13 juillet 2016 portant organisation du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale ;
- Vu** le décret n°2021-176 du 26 mars 2021 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2021-181 du 06 avril 2021 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des membres du gouvernement ;
- Vu** la déclaration de politique d'emploi de Son Excellence Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire du 7 octobre 2011 ;
- Vu** le document de Politique Nationale de l'Emploi ;

**ARRETE :**

**CHAPITRE PREMIER : CREATION ET ATTRIBUTIONS**

**Article 1<sup>er</sup>:** Il est créé, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE), un Comité de Coordination et de Suivi des Initiatives en matière d'Emplois, dénommé « Comité Emploi ».

Le Comité Emploi est placé sous l'autorité du Ministre en charge de l'Emploi.

**Article 2 :** Le Comité Emploi a pour missions de coordonner et suivre la mise en œuvre des actions et activités en lien avec la Politique Nationale de l'Emploi.





A ce titre, il est chargé de :

- étudier et proposer au Gouvernement toutes mesures nécessaires à la création et/ou au maintien d'emplois ;
- conduire et encadrer les initiatives et activités visant à promouvoir et à favoriser la création et/ou le maintien d'emplois ;
- suivre les initiatives de création d'emplois à court, moyen et long terme ;
- veiller à la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs prévus par la PNE ;
- proposer les mesures d'accompagnement technique et financier des initiatives en matière d'emploi ;
- veiller à l'élaboration et/ou au renforcement d'un système d'information et de suivi-évaluation des initiatives en matière d'emplois ;
- assurer l'actualisation de la cartographie des initiatives d'emplois ;
- élaborer des rapports périodiques sur la mise en œuvre de la PNE.

## **CHAPITRE II : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

**Article 3 :** Le Comité Emploi est composé comme suit :

**Président :** Le Ministre en charge de l'Emploi ou son représentant ;

**Membres :**

**Au titre de la Présidence de la République :**

- un représentant ;

**Au titre de la Primature :**

- un représentant ;

**Au titre du Ministère en charge de l'Emploi :**

- Le Directeur Général de l'Emploi ou son Représentant
- Le Directeur Général du Travail ou son représentant ;
- Le Directeur Général de la Protection Sociale ou son représentant ;









- un représentant de la Centrale Syndicale HUMANISME (CSH) ;
- un représentant de la Fédération des Syndicats Autonomes de Côte d'Ivoire (FESACI) ;
- un représentant de l'Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI) ;
- un représentant de l'Union Nationale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UNATR-CI).

Les membres du Comité Emploi sont nommés par arrêté du Ministre en charge de l'emploi sur proposition de leurs structures respectives.

**Article 4 :** Le Comité Emploi se réunit une fois tous les deux (2) mois et chaque fois que de besoin sur convocation de son Président.

Au cours ou en dehors des sessions, le Président peut faire appel à toute personne ressource, publique ou privée, nationale ou étrangère, dont il juge utile de recueillir les avis.

**Article 5 :** Le Comité Emploi rend compte de sa mission au Ministre en charge de L'Emploi. A cet effet, il élabore un rapport semestriel qu'il soumet au Ministre en charge de l'Emploi.

**Article 6 :** Les ressources nécessaires à l'exercice des missions du Comité Emploi sont à la charge du budget du Ministère en charge de l'Emploi.

Le Comité Emploi peut, également, recevoir des dons et legs des partenaires techniques et financiers ou de personnes privées, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

**Article 7 :** Pour l'accomplissement de ses missions, le Comité Emploi est assisté d'un Secrétariat Technique.

Le Secrétariat Technique est l'organe opérationnel du Comité Emploi.

A ce titre, il est chargé de :

- préparer et convoquer les réunions, rédiger les rapports et tous autres documents du Comité Emploi et d'en conserver les archives. Il peut effectuer toute autre mission à lui confiée par le Président du Comité ;
- préparer, élaborer et archiver l'ensemble des dossiers soumis à l'examen du Comité ;
- élaborer le programme semestriel de Suivi des Initiatives d'Emplois et les projets de budgets y afférents ;
- organiser les missions de Suivi des Initiatives d'Emplois ;



- identifier le type d'accompagnement à apporter aux porteurs d'initiatives de création d'emplois.

**Article 8 :** Le Secrétariat Technique est composé des membres suivants :

**Président :** Le Directeur Général de l'Emploi

**Membres :**

- un représentant de la Direction Générale du Travail ;
- un représentant de la Direction Générale de la Protection Sociale ;
- un représentant de l'Administrateur de l'Agence Emploi Jeunes ;
- un représentant du Coordonnateur du Bureau de Coordination des Projets Emploi ;
- un représentant de l'AGEFOP ;
- un représentant du FDFP ;
- un représentant de la PFS-CI.

**Secrétaire :** Le représentant de la Direction Générale de l'Emploi

Les membres du Secrétariat Technique sont nommés par décision du Ministre en charge de l'emploi sur proposition de leurs structures respectives.

**Article 8 :** Le Secrétariat Technique se réunit une fois chaque deux mois en vue de préparer la tenue de la session du Comité Emploi et chaque fois que de besoin sur convocation de son Président.

**Article 9 :** Il est formellement désigné, dans chaque Ministère et Institution intervenant dans les secteurs de l'emploi et de la formation ou ayant des activités à fort impact emploi, un Point Focal, et au sein du Ministère en charge de l'Emploi, des Correspondants Sectoriels.

L'ensemble des Points Focaux et des Correspondants Sectoriels constitue une plateforme dénommée « Plate-Forme Collaborative ».

**Article 10 :** La Plate-Forme Collaborative a pour objet d'appuyer le Secrétariat Technique.

A ce titre, la Plate-Forme Collaborative a pour missions de :

- promouvoir la synergie et la complémentarité entre les acteurs intervenant dans le secteur de l'emploi et de la formation ;
- suivre régulièrement les initiatives en matière de création d'emploi ;
- partager les informations en matière de création d'emplois,





- améliorer la visibilité sur le marché du travail par la collecte et le partage d'informations sur l'emploi et la formation professionnelle.

La Plate-Forme Collaborative est placée sous la responsabilité d'un coordonnateur désigné par le Directeur Général de l'Emploi.

**Article 11 :** La Plateforme Collaborative se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois que de besoin, sur convocation du Directeur Général de l'Emploi sur un ordre du jour préalablement communiqué.

**Article 12 :** Les fonctions de membre du Comité Emploi, du Secrétariat Technique et de la Plate-Forme Collaborative sont gratuites.

Toutefois, dans le cadre de leur fonctionnement, le Comité Emploi, le Secrétariat Technique et la Plate-Forme Collaborative peuvent bénéficier d'appuis techniques et/ou matériels dont les modalités sont définies selon la disponibilité des ressources y afférentes.

#### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 13 :** Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires portant sur le même objet, notamment l'arrêté n°2017-022 MEPS/CAB du 14 juillet 2017 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité de Suivi des Initiatives en matière d'Emplois.

**Article 14 :** Le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Abidjan, le 24 NOV. 2021

  
Me Adama KAMARA

#### **Ampliations :**

-Présidence de la République :	01
-Cabinet du Premier Ministre :	01
-MEPS (CAB) :	05
-Tous Ministères :	28
-Secrétariat Général du Gouvernement :	01
-MSHP :	02
-IG :	03
-DAFM :	02
-EPN :	03
-IPS CGRAE/IPS CNPS/IPS CNAM:	03
-CF/Solde	02
-Préfets Abidjan et Bonoua	02
-Archives/intéressés	03
-Chrono /JORCI :	04

